

TCHALA DEVELOPMAN



One-Pager : **Investissements Directs Etrangers**

Par Jean Daniel ELIE

PROJET TCHALA DEVLOPMAN

Rapport sur la thématique : Investissements Directs Etrangers (IDE)

Rédaction : Jean Daniel ELIE

Lecture critique : Nathanael DELVA, Wilbens SIGUINEAU, Mario FORTEUS, Yvon Yacinthe
FAUSTIN
Octobre 2024

La problématique des Investissements Directs Etrangers (IDE) en Haïti

Introduction

Les investissements directs à l'étranger, ou investissements directs étrangers (IDE), sont les mouvements internationaux de capitaux réalisés en vue de créer, développer ou maintenir une filiale à l'étranger et/ou d'exercer le contrôle (ou une influence significative) sur la gestion d'une entreprise étrangère (Le dico du commerce international).

Comme pays moins avancé (PMA), Haïti est impliquée dans le processus de développement et d'attraction des investissements, en particulier des investissements directs étrangers (IDE). Ce domaine peut jouer un rôle prépondérant dans l'augmentation du taux de croissance économique du pays, de la création d'emplois, de la diversification de la production, du développement et de la promotion des exportations, etc. Mais de nombreux problèmes sociopolitico-économiques ont pour effet de décourager les firmes étrangères à s'engager dans des activités de production soit individuellement soit en s'associant à des entreprises locales.

Ce One-Pager qui est spécifiquement consacré à l'examen de la 'Problématique des investissements directs étrangers (IDE) en Haïti' se propose de mettre l'accent sur les problèmes cuisants identifiés dans ce domaine, les solutions existantes faisables, les résultats de la mise en œuvre des solutions existantes faisables, et l'adaptation et l'application des solutions existantes faisables en Haïti.

1. Les problèmes cuisants identifiés en Haïti dans l'attraction des IDE

L'attraction des IDE en Haïti est entravée par de sérieux problèmes représentés entre autres par la corruption, les délais relativement longs pour établir une entreprise en Haïti et l'instabilité politique.



Selon Transparency International, Haïti occupe le 164^e rang sur 180 pays dans son indice de perception de la corruption 2 021. De même, une Enquête sur la Gouvernance et la Corruption en Haïti menée en 2007 a indiqué que la corruption du secteur public était un problème important. Suivant cette enquête, 91 % des ménages, 87 % des chefs d'entreprise, 88 % des employés du secteur public et 92 % des ONG interrogés ont qualifié la corruption dans le secteur public de problème « majeur » ou « très grave ».

D'après le Groupe de la Banque mondiale (BM), l'ouverture d'une entreprise en Haïti est entravée par le temps relativement long pour accomplir les formalités réglementaires. Dans son Rapport Doing Business (2 020), la BM indique que Haïti se place au 179^e rang sur 190 pays. Ainsi, le processus de création d'une entreprise dans le pays dure en moyenne 97 jours. L'investisseur doit passer par douze étapes successives pour compléter son dossier. A cela, il faut ajouter le délai mis par les opérateurs pour sortir les marchandises des centres de dédouanement pour les acheminer au lieu de production. Cette situation est liée entre autres à la faiblesse chronique des infrastructures routières qui a pour effet d'influer sur les coûts de production.

De son côté, l'instabilité sociopolitique qui est aujourd'hui exacerbée par l'insécurité entretenue par les gangs armés demeure aussi un goulot d'étranglement additionnel qui ne facilite pas l'établissement d'une entreprise en Haïti. Il s'agit là du problème le plus épineux aujourd'hui à résoudre en Haïti pour attirer les IDE. La stabilité politique qui représente l'assise indispensable au fonctionnement des rouages économiques fait partie des facteurs primordiaux de l'attractivité du pays et renforce sa compétitivité. Aharoni (2 006) indique qu'une nation doit présenter un certain niveau de stabilité politique et économique avant même d'être considérée comme un site d'investissement.

Ce paramètre a un effet induit sur les élections tenues dans le pays. Déjà, il hypothèque les prochaines élections prévues pour la fin de 2 025. Une atmosphère aussi délétère dissuade les investisseurs étrangers potentiels qui cherchent des endroits plus sécurisés pour investir leurs capitaux. A cela, il faut aussi prendre en considération les carences en infrastructures de toutes sortes (routes, électricité, eau potable, ports, aéroports, etc.), la quasi-absence de l'Etat (quasi-absence de la justice ponctuée par l'inadéquation des textes de lois aujourd'hui rendus obsolètes, des difficultés pour les tribunaux de dire le mot du droit, etc.), autant de facteurs significatifs qui constituent de sérieux freins au développement économique et à la création d'emplois ((World Bank, 2 021). Cette situation a entre autres pour conséquences de





compromettre la croissance économique et le potentiel de développement du pays qui fait partie de la catégorie des PMA.

Dans le même ordre d'idées, la baisse des IDE observée dans les pays africains entre 2008 et 2010 était due aux violences post-électorales observées après les élections générales de 2007 (Abdelkader E-K. & Imane Z.B, 2 021).

2. Les solutions existantes faisables

Dans la recherche de solutions viables capables de faciliter l'attraction des IDE en Haïti, il y a lieu d'indiquer quelques actions mises en œuvre en Haïti pour lutter entre autres contre la corruption. Par rapport à Haïti, d'autres pays ont mis aussi en œuvre des actions visant à neutraliser les problèmes rencontrés dans la capitation des IDE.

Dans le cas d'Haïti, parmi les quelques mesures et initiatives prises pour combattre la corruption figurent l'Enquête Diagnostique sur la Gouvernance et la Corruption en Haïti (2 007) commanditée par l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) en collaboration avec des partenaires nationaux et internationaux. Le rapport issu de cette enquête a identifié des défis dans divers domaines, notamment la gouvernance dans le secteur public, la qualité des services, les performances du système judiciaire et la sécurité.

Une Stratégie Nationale de Lutte contre la Corruption est également établie via des mesures spécifiques telles que le Renforcement de l'efficacité de l'appareil judiciaire pour garantir l'indépendance et lutter contre l'impunité ; l'Amélioration continue des capacités de la police nationale pour renforcer la sécurité publique et la Sensibilisation et mobilisation de la société civile pour promouvoir l'intégrité et la transparence. En 2020, l'ULCC a œuvré dans le sens de l'actualisation du cadre légal consacré à la lutte contre la corruption afin d'accroître son efficacité et sa conformité avec les normes internationales. La loi sur la déclaration de patrimoine et la mise en place de nouvelles sanctions contre les actes de corruption sont issues de cette initiative. Dans le même ordre d'idée, cette entité a bénéficié de l'expertise et du soutien techniques de Transparency International et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) dans son combat contre ce fléau.

Par rapport à Haïti, le Burkina Faso, un pays également classé dans la catégorie des PMA, a adopté et promulgué une loi anti-corruption. L'ONG allemande Transparency International classe ce pays au 76e rang du classement mondial (Wkicrea, Créer une entreprise au Burkina Faso, 2 019) pour lutter contre la corruption. Cette loi, votée en 2015 par le Conseil National de



Transition (CNT), est de caractère complet en ce qu'elle incorpore des aspects préventifs, répressifs (Samuel Kaninda, Conseiller régional à Transparency International).

On peut aussi se référer au cas de Hong Kong qui a utilisé une approche axée sur trois paramètres constitués par la répression, la prévention et l'éducation pour faire de ce territoire un modèle exempt de corruption. Les résultats obtenus ont été rendus possibles par l'établissement de la Commission Indépendante contre la Corruption (ICAC) créée en 1974.

En 2022, Hong Kong occupait le 12e rang dans l'Indice de Perception de la Corruption (CPI) de Transparency International, avec un score de 76 sur 100, où 100 représente un très faible niveau de corruption perçue (ICAC (2 022)).

En ce qui concerne le délai de délivrance des autorisations devant en faciliter l'implantation d'entreprises en Haïti, le Centre de Facilitation des Investissements (CFI) établi en 2006, a mis en place entre autres des services de préenregistrement destinés à booster le processus de création d'entreprises. Le processus a été encore davantage simplifié avec le lancement en janvier 2018 du 'one-stop shop' devant faciliter l'implantation d'entreprises tant locales qu'étrangères dans le pays. Cela a permis à ces dernières de ne pas faire le va-et-vient entre les institutions chargées des formalités y afférentes (Doing Business in Haiti : 2 018 Country Commercial Guide for U.S. Companies).

En Afrique, par exemple, le Burkina Faso a mis en place des Centres de Formalités des entreprises (CEFORE) qui sont les passages uniques pour les entreprises désireuses d'accomplir les formalités administratives nécessaires à la création, à l'extension ou à la reprise de sociétés, d'entreprises individuelles ou d'établissements secondaires. Ces Centres ont permis de réduire les délais et les coûts de création ou de fermeture d'une société, puisque ces procédures ne se font qu'avec un interlocuteur et un formulaire uniques.

Quant à l'instabilité politique et l'insécurité, les autorités publiques haïtiennes misent sur l'état d'urgence pour prendre le contrôle de la situation. Il semble que l'approche est de le reconduire jusqu'à ce que le problème de l'insécurité soit définitivement résolu. Décrété le 3 mars 2023, dans le Département de l'Ouest, y compris à Port-au-Prince. Avoir été cantonné seulement dans certaines régions du pays, l'état d'urgence couvre maintenant l'ensemble du pays.

Le Salvador, pays de l'Amérique centrale également confronté à l'instabilité politique et à l'insécurité. Des arrestations massives et des répressions des gangs (Libération, 2022).



constituent entre autres les mesures visant à lutter contre les actions perpétrées par les gangs armés.

3. Résultats de la mise en œuvre des solutions existantes faisables

Pour lutter contre la corruption en Haïti, certaines actions ont été entreprises comme l'introduction dans la législation haïtienne des questions relatives à la responsabilité des fonctionnaires et employés des finances, à la corruption ainsi qu'aux concussion commises par les fonctionnaires publics depuis 1834. La constitution de 1987 (articles 238 à 243) et le Code pénal (Menan Pierre-Louis articles 137 à 144) représentent les instruments légaux auxquels on a recours pour réprimer la corruption). En dépit de l'utilisation de ces instruments légaux sous l'impulsion d'organismes de droits humains (Fondasyon Je Klere (FJKL), Réseau National de Défense des Droits Humains (RNDDH), Haïti est de plus en plus corrompue (Stevens Jean François, juillet 2023, Le Courrier de la Nation).

Si en Haïti le statu quo est maintenu concernant le délai de 97 jours pour la création d'une entreprise, au Burkina Faso, le délai a été ramené à trois jours depuis l'opérationnalisation des CEFORE, les Centres de Formalités des Entreprises.

En ce qui concerne l'instabilité et la sécurité, la prolongation de l'état d'urgence décrétée par les autorités publiques haïtiennes n'a jusqu'à présent produit aucun résultat, l'insécurité ayant encore pris des proportions très élevées (attaque de prisons par les gangs avec fuite de prisonniers, envahissement de commissariats de police, attaques perpétrées contre la maison du Chef de la Police, etc.).

Dans le cas du Salvador, depuis la proclamation de l'état d'urgence et la prorogation de cette mesure par le président Nayib Bukele, près de 20 000 individus suspectés d'appartenir à des gangs ont été détenus et la police nationale a capturé quotidiennement des membres présumés de ces gangs, utilisant leurs tatouages comme preuves d'appartenance. En quatre semaines, l'insécurité a considérablement diminué dans ce pays. Les marchands des rues à San Salvador ne sont presque plus rackettés, tout comme les chauffeurs d'autobus (Libération, 2 022).

4. Adaptation et application des solutions existantes faisables en Haïti

La modernisation des instruments juridiques existants comme le Code pénal et le Code de procédure pénale est un impératif incontournable dans la lutte contre la corruption. Des





amendements additionnels doivent aussi être apportés à la Constitution de 1987 via l'inclusion de nouvelles dispositions contraignantes dans la poursuite de cet objectif. L'introduction de la gouvernance électronique (e-gouvernance) représente aussi un outil efficace pour réduire la corruption tout en encourageant la transparence et la reddition de comptes. Les institutions impliquées dans ce processus sont constituées entre autres par la Présidence de la République, le Bureau du Premier ministre (BPM), le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique (MJSP), l'Unité de Lutte contre la Corruption (ULCC), etc.

Pour sa part, l'objectif de réduction du temps alloué pour la création d'une entreprise devrait être poursuivi via l'institution d'un code de bonne pratique destiné à court-circuiter l'influence de secteurs appartenant au milieu des affaires qui constituent de véritables goulots d'étranglement dans l'attraction des IDE en Haïti. L'intégration de l'e-gouvernement dans l'Administration publique haïtienne aiderait à simplifier les procédures administratives liées à l'implantation d'un investissement quel que soit sa nature et le secteur d'activité économique envisagé (Gassendy Calice, 2020). Il s'agit de réduire au moins à 1 jour la période d'implantation effective d'une firme étrangère dans le pays. Le Ministère du Commerce et de l'Industrie, le Ministère de l'Economie et des Finances, le Centre de Facilitation des Investissements, la Direction générale des impôts sont les entités de l'Administration publique concernée par cette question.

Concernant l'instabilité sociopolitique, la modernisation et l'application strictes des textes de lois en vigueur, notamment le Code pénal et le Code de procédure pénale, ainsi que le Code d'instruction criminelle représentent les principales actions à entreprendre pour combattre ce fléau. Ce processus de modernisation du Code pénal vieux de plus de 180 ans (promulgué le 11 août 1835) est déjà enclenché par la publication du nouveau texte dans le journal officiel de la République « Le Moniteur », en date du mercredi 24 juin 2020 (Le Nouvelliste, juillet 2020). Face à de nombreuses critiques fondées, son entrée en vigueur est différée en attendant son réexamen par une Commission récemment mise en place par l'Exécutif actuel...

Les institutions impliquées dans ce processus sont constituées par la Présidence de la République, le Bureau du Premier ministre, le Ministère de la Justice et de la Sécurité Publique, et le Ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales.

Conclusion

De profondes réformes s'avèrent nécessaires pour rendre Haïti plus attractive en matière d'IDE. Celles-ci doivent viser à terme l'éradication de la corruption à tous les niveaux à travers





l'intensification des actions entreprises par l'ULCC et autres entités de l'Etat haïtien via l'application stricte des lois en vigueur. L'apport de la justice se révèle dès lors d'une importance capitale. Il y va de même de l'instabilité sociopolitique dont l'élimination peut jouer un rôle déterminant dans la décision des investisseurs étrangers d'établir des unités de production sur le territoire national. Il s'agira aussi de faciliter les affaires en Haïti par le biais de l'accélération des procédures institutionnelles de création d'entreprises mais également de la poursuite de la mise en œuvre de celles devant contribuer à la facilitation des échanges prônée par l'Accord sur la facilitation des échanges (AFE) de l'OMC. Haïti est seulement signataire de cet accord, mais ne l'a pas encore ratifié.

A ce titre, l'AFE associé au Système Douanier Automatisé (SYDONIA) donne aujourd'hui un grand signal aux opérateurs économiques étrangers désireux d'investir en Haïti dans des secteurs de production quant aux garanties de fluidité des formalités données par ces deux instruments.

Dans le même ordre d'idées, il faut envisager une réforme du système judiciaire devenu obsolète avec le temps par la mise à jour des textes existants et également par l'établissement de textes dans les domaines où ces derniers sont absents, tels la concurrence. Il en est de même de la propriété intellectuelle qui représente un important vecteur capable conduire à l'innovation, la technologie et la recherche & développement (R&D) en accord avec l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (l'Accord sur les ADPIC) de l'OMC.

Des interventions devraient être entreprises pour améliorer les infrastructures physiques, en particulier les artères routières afin que les entreprises puissent disposer en un temps record des matières premières qui rentrent dans la production des biens et limiter ainsi leur incidence négative sur les coûts de production.

Tout ce paquet d'actions devait avoir pour objectif ultime l'attraction de tous types d'IDE axés entre autres sur l'établissement d'entreprises en Haïti, notamment celles désireuses de se délocaliser, celles opérant dans le textile et l'habillement, dans l'agriculture, dans le secteur tertiaire en tenant compte entre autres des secteurs et/ou sous-secteurs de services, tels les services de construction, les services touristiques, celles spécialisées dans l'externalisation des processus d'affaires (business process outsourcing (BPO), etc. Pour cela, le Code des Investissements de 2002 devra être réformé afin de tenir compte de cette nouvelle donne (Jean Daniel Elie, Le Nouvelliste, 2021).



Références bibliographiques

- ✓ Rapport sur l'investissement 2021, Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement, www.cnucead.org.
- ✓ Code des Investissements 2002, <https://mci.gouv.ht>.
- ✓ Economy Profile Haiti, Doing Business 2 020. Comparing Business Regulation in 190 Economies, doingbusiness.org, World Bank Group.
- ✓ Présentation du plan stratégique de CFI 2023-2027, Centre de Facilitation des Investissements (CFI), <https://www.cfihaiti.com>.
- ✓ Gouvernance et Corruption en Haïti Résultats de l'Enquête Diagnostique sur la Gouvernance Rapport Final, mai 2007, Commandée par : L'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) Avec l'assistance technique de : L'Institut de la Banque mondiale, <https://documents.worldbank.org/en/publication>.
- ✓ BNP Paribas Haïti : les investissements Les IDE en chiffres, <https://mabanque.bnpparibas>.
- ✓ Le dico du commerce international, <https://www.glossaire-international.com>.
- ✓ Abdelkader E-K. & Imane Z.B. (2 021). Rôle de la stabilité politique dans la promotion de l'investissement direct étranger en Afrique du Nord. European Scientific Journal, ESJ, 17 (38), 181. <https://doi.org/10.19044/esj.2021.v17n38p181>.
- ✓ Doing Business in Haiti : 2 018 Country Commercial Guide for U.S. Companies International Copyright, U.S. & Foreign Commercial Service and U.S. Department of State, 2 018, <https://www.trade.gov/haiti-country-commercial-guide>.
- ✓ Haïti veut-elle effectivement lutter contre la corruption ? Par Stevens Jean François, Publié lundi 24 juillet 2023, Le Courrier de la Nation, www.lecourrierdelanation.com.
- ✓ Haïti : chute de 48 % des investissements directs étrangers en 2019, Par Patrick Saint-Pré, 29 déc. 2020, Le Nouvelliste, www.lenouvelliste.com.
- ✓ L'économie haïtienne prise en otage par l'insécurité et le Sars-Cov 2, Jean Daniel Elie, Publié le 2021-2010-22, www.lenouvelliste.com.
- ✓ Créer une entreprise au Burkina Faso, Charles MBONING, mis à jour, 29 juillet 2019, wikicrea.com. Gouvernance et Corruption en Haïti Résultats de l'Enquête Diagnostique sur la Gouvernance Rapport Final, mai 2007, Unité de Lutte contre la Corruption (ULCC), <http://www.ulcc.gouv.ht>.
- ✓ Gangs Au Salvador, un mois de manière forte contre les « maras », par François-Xavier Gomez, Liberation, publié le 27 avril 2022, <https://www.liberation.fr>.



- ✓ Communiqué No 4 relatif au prolongement du couvre-feu et aux interdictions de manifestations sur la voie publique durant la période de l'Etat d'urgence, Ministère de la Communication, 14 mars 2024, <https://www.communication.gouv.ht>.
- ✓ La résidence du chef de la police pillée et incendiée, Par Roberson Alphonse, Le Nouvelliste, 14 mars 2024, www.lenouvelliste.com.
- ✓ CENTRE DE FORMALITES DES ENTREPRISES, ceforeouaga@yahoo.fr.
- ✓ Lutte contre la corruption: « Le Burkina Faso sur la bonne voie », selon Samuel Kaninda, Conseiller régional à Transparency International, L'Economiste du Faso, lundi 26 août 2024, <https://www.leconomistedufaso.com>.
- ✓ DÉCISION DU CONSEIL du 22 décembre 1994 relative à la conclusion au nom de la Communauté européenne, pour ce qui concerne les matières relevant de ses compétences, des accords des négociations multilatérales du cycle de l'Uruguay (1986-1994) , (94/800/CE), Journal officiel de l'Union européenne, L 336/1, .EU law - EUR-Lex (europa.eu).
- ✓ Investissement et corruption, Conférence: Attirer l'investissement direct étranger (IDE) par la mise en place des mécanismes de lutte contre la corruption, Gassendy Calice, , décembre 2020, Université Quisqueya.
- ✓ ICAC Annual Report 2022.
- ✓ Transparency International. (2022). "Corruption Perceptions Index 2022."
- ✓ World Bank. (2021). "Haiti Economic Update: Strengthening Human Capital to Promote Inclusive Growth".
- ✓ Code pénal annoté par Menan Piere-Louis, Les Editions Fardin, Port-au-Prince, Haïti, mars 1985.
- ✓ Le nouveau code pénal haïtien entrera en vigueur dans 24 mois, Winnie Hugot Gabriel, Le Nouvelliste, 02 juil. 2020, www.lenouvellistehaiti.com.

